



49^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme

Dialogue Interactif avec le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Ahmed Shaheed

Intervention du Luxembourg

10 mars 2022

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Nous remercions le Rapporteur spécial pour son rapport dont nous soutenons entièrement les recommandations.

Le Luxembourg condamne au plus fort toute forme d'intolérance, de stigmatisation et de discrimination. Les discours de haine, en particulier sur les plateformes numériques, instrumentalisent l'identité d'individus ou de groupes à des fins néfastes, notamment pour perpétrer des violences à large échelle dans la recherche de buts politiques ou économiques.

Nous soulignons la responsabilité des Etats de lutter contre de telles campagnes de haine organisées, certaines aggravant des conflits et facilitant des crimes internationaux. Les dialogues multi-acteurs rassemblant différentes communautés religieuses, acteurs étatiques, organisations de la société civile et entreprises technologiques constituent un instrument important pour lutter contre l'instrumentalisation des religions ou croyances à des fins d'incitation à la haine.

Toutefois, dans les réponses législatives des états, d'éventuelles restrictions des droits et libertés fondamentales doivent toujours respecter les principes de légalité, de proportionnalité et de nécessité : elles doivent toujours être l'exception. Les droits de l'individu doivent toujours rester au centre de notre approche.

Monsieur le Rapporteur spécial,

Comment est-ce que les acteurs humanitaires peuvent internaliser les observations contenues dans votre rapport pour améliorer leur accès à toutes les personnes appartenant à des minorités religieuses ou de conviction, notamment dans des situations de conflit et d'insécurité ? De même, comment décourager les états qui criminalisent des minorités religieuses en les désignant comme « terroristes » ?

Je vous remercie.